chronique Le 23/12/2014 Par Jean-Marc Manach

**CHER EDWARD SNOWDEN, IL NE FAUT PAS CROIRE TOUT "LE MONDE"**
**Non, Orange n'est pas la "botte secrète" des services secrets français et anglais**

**Avant d'être chroniqueur à @si, Jean-Marc Manach était blogueur sur le site du *Monde*. Et parfois en désaccord avec ce qu'écrivait le journal papier sur les sujets de sa compétence. Mais que peut un simple blogueur, face aux journalistes du prestigieux journal ? Edward Snowden ayant récemment repris à son compte une erreur du *Monde*, Manach s'adresse ici au lanceur d'alerte américain. Ainsi qu'aux abonnés d'Orange.**

Cher Edward, chers abonnés d'Orange,

je me permets de vous écrire parce que Le Monde vous a probablement induit en erreur en affirmant, en mars dernier que, «selon un document Snowden, la DGSE puise massivement dans les données de l'opérateur historique français», et que «les services secrets britanniques ont accès aux données des clients français d'Orange».

J'en suis d'autant plus peiné qu'Edward s'est basé sur cette «*Une*» du *Monde* pour expliquer, lors de sa première prise de parole en France, à l'invitation d'Amnesty International, que «*la surveillance de masse a lieu dans tous les pays qui ont les moyens d'avoir des agences modernes de renseignement électromagnétiques*» :

> «En France, il y a eu une enquête du Monde qui a trouvé que Orange/France Telecom fournissait les télécommunications des citoyens français, et bien évidemment des autres dans le monde dont les télécommunications passaient par la France, à la DGSE.»

Le scoop du *Monde* reposait sur un document interne des services secrets techniques britanniques (GCHQ), l'équivalent de l'Agence nationale de sécurité (NSA) américaine, tiré des archives Snowden, qui présentait la DGSE comme «*un partenaire extrêmement motivé et techniquement compétent qui a démontré une grande volonté d'échanger sur les questions de protocole Internet et de travailler avec le GCHQ sur des bases de partage et de coopération*», ce qui avait amené le quotidien du soir à conclure que :

> «L'ancienneté de leurs liens, la description des savoir-faire spécifiques de l'entreprise ainsi que l'enquête du Monde permettent de conclure qu'il s'agit bien

de France Télécom-Orange.»

Le Monde

HISTOIRE

HISTOIRE & CIVILISATIONS
9 | L'EMPIRE D'ALEXANDRE
9,99 € SEULEMENT

LA MIRE

Le Cinéma du réel dans l'intimité des mollahs
CULTURE – LIRE PAGE 13

LARSSON, LE BONHEUR EST DANS LA TOILE
CULTURE – LIRE PAGE 14

21515 · 2 € · France métropolitaine · www.lemonde.fr —

Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directrice : Natalie Nougayrède

Espionnage : comment Orange et les services secrets coopèrent

Selon un document Snowden, la DGSE puise massivement dans les données de l'opérateur historique français

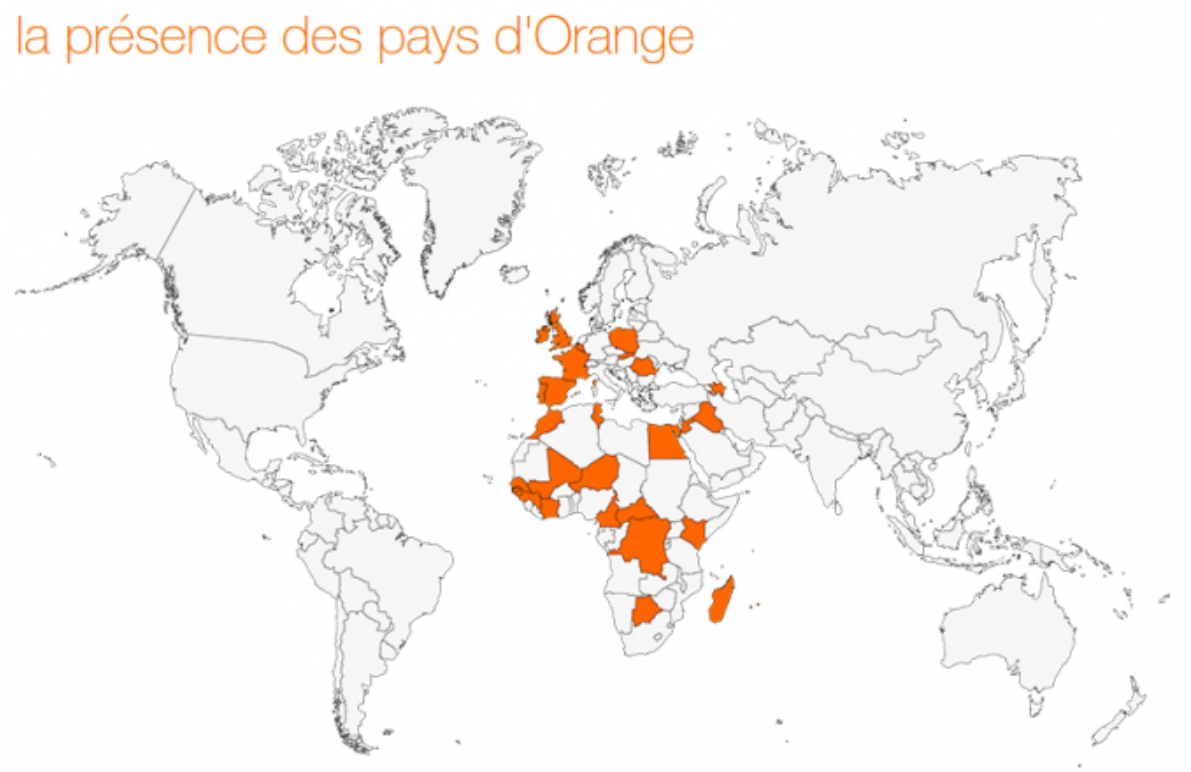
C'est une coopération ancienne et étroite : la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) travaille main dans la main avec le plus ancien des opérateurs téléphoniques français, Orange (ex-France Télécom).

*Le Monde* révèle que les services de renseignement français disposent d'un accès total, indiscriminé et hors de tout contrôle aux réseaux d'Orange et aux flux de données qui y transitent. La DGSE peut ainsi lire à livre ouvert dans l'origine et la destination de toutes les communications des clients d'Orange. D'autres opérateurs français seraient également concernés. Notre enquête a eu pour point de départ un des documents révélés par Edward Snowden, l'ancien consultant de la NSA américaine. La DGSE s'appuie sur des employés d'Orange habilités secret-défense, ainsi que sur les réseaux X-Télécoms. Un partage intense de données a parallèlement lieu avec les services secrets britanniques. ■ LIRE PAGES 2-3

## POURQUOI JE DOUTE

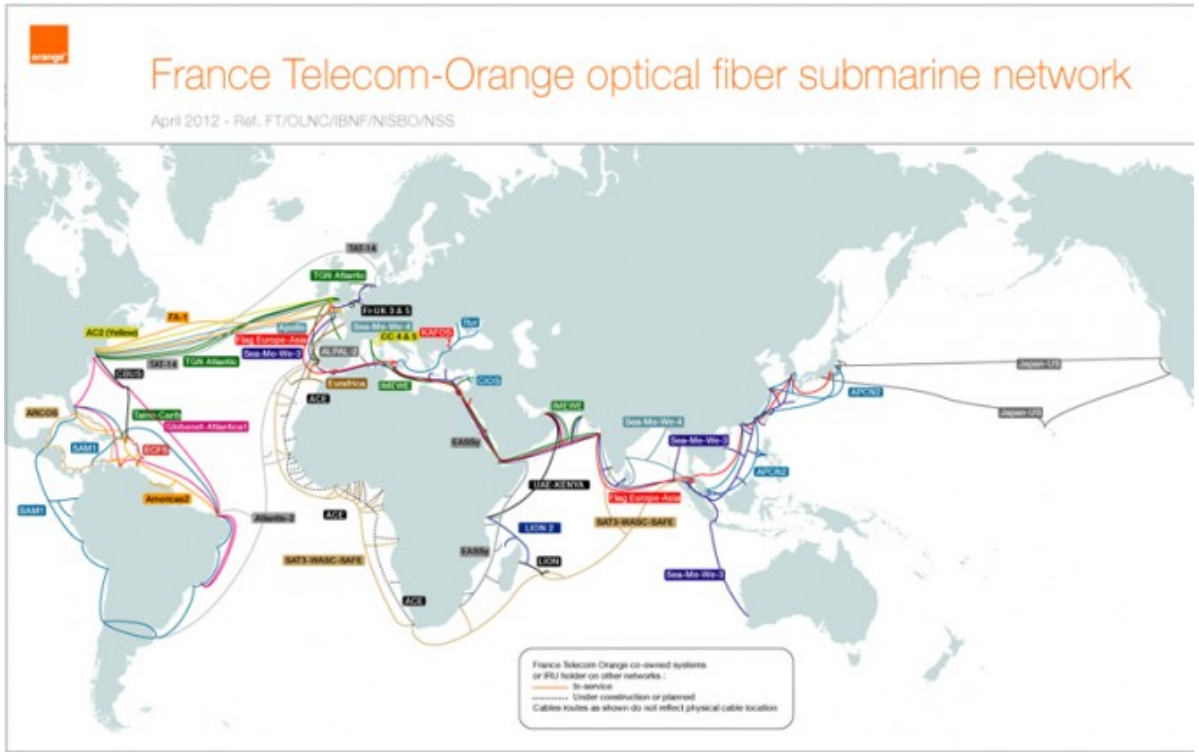
J'ai déjà eu l'occasion d'écrire, lors d'un précédent factcheck, qu'un certain nombre de points me semblaient pour le moins douteux.

Implanté dans 21 pays d'Afrique et du Moyen-Orient (dont la Côte d'Ivoire, l'Irak, la Jordanie, le Mali, le Maroc, le Niger, la Tunisie, la République Centrafricaine, et même le Royaume-Uni !), où le groupe revendique plus de 100 millions d'abonnés, ainsi que, via sa filiale Sofrecom, en Syrie, dans la Libye de Kadhafi, la Tunisie de Ben Ali, en Éthiopie (où Human Rights Watch a révélé l'existence d'un vaste réseau de surveillance des télécommunications), Orange se vante, via son autre filiale Business Services, d'avoir "*le plus grand réseau voix/données sans couture au monde couvrant 220 pays et territoires*", avec 231 millions de clients.




> Cliquez sur l'image pour un gros plan <

De plus, France Télécom Marine, filiale à 100% d'Orange, dispose d'une flotte de 6 navires câbliers, et a installé, depuis 1975, près de 170 000 km de câbles sous-marins dans tous les océans -dont 140 000 en fibre optique-, soit 20% des 800 000 kilomètres de câbles sous-marins actuellement en service... de quoi effectivement attirer l'attention des services de renseignement.




> Cliquez sur l'image pour un gros plan <

Pour autant, ces câbles, tout comme ses filiales implantées à l'étranger, ne transitent pas que les seules communications des abonnés français d'Orange. Or, l'article du *Monde* était intitulé «*Les services secrets britanniques ont accès aux données des clients français d'Orange*», et s'il évoquait vaguement ses filiales à l'étranger, il n'évoquait aucunement les câbles sous-marins.

Permets-moi, cher Edward, de te poser 2-3 questions, toi qui a travaillé pour la CIA puis la NSA :

. si tu étais au GCHQ, ce qui t'intéresserait le plus, ce serait de pouvoir espionner les télécommunications des Français en France, ou bien celles qui émanent de l'Irak, de la Libye, du Mali, du Niger, de la Syrie, ou encore qui transitent par les câbles sous-marins ?

. France Telecom/Orange est l'opérateur téléphonique de nombreux ministères, dont ceux de l'Intérieur, des Affaires étrangères ou encore de la Direction Interarmées des Réseaux d'Infrastructure et des Systèmes d'Information (DIRISI) du ministère de la Défense : tu penses

sérieusement que la DGSE aurait accepté de laissé le GCHQ espionner les télécommunications de tels ministères ?

. enfin, le document explique que la DGSE «*a démontré une grande volonté de travailler avec le GCHQ sur des bases de partage et de coopération*» : si le GCHQ a accès aux données des clients d'Orange, ça veut donc dire que la DGSE aurait elle aussi accès aux données des clients de British Telecom, non ?

Bref, je doutais, et doute encore.

## UNE QUESTION DE "PROTOCOLES"

Étrangement, l'article du *Monde* ne mentionnait pas le fait que l'existence de ce document du GCHQ avait été révélée par le *Guardian*, en novembre 2013, et il ne reprenait pas tous les passages relatifs à la DGSE ni à l'entreprise française qui travaille avec elle. Je me suis donc penché sur les passages mis de côté.

On y apprenait que, comparée aux autres services de renseignement européens avec lesquels le GCHQ coopère, «*l'avantage comparatif de la DGSE est sa relation avec une entreprise de télécommunications non identifiée, relation dont le GCHQ espérait pouvoir profiter pour ses propres opérations*». Et l'article précisait :

> «Nous sommes entrés en contact avec le principal partenaire industriel de la DGSE, qui a des approches innovantes de certains challenges posés par Internet, susceptibles d'amener le GCHQ à utiliser cette entreprise afin d'augmenter son potentiel dans le domaine du développement de protocole.»

Or, la DGSE est aussi présentée dans le document comme «*un partenaire extrêmement motivé et techniquement compétent qui a démontré une grande volonté d'échanger sur les questions de protocole Internet*».

Le document précisait par ailleurs que le plus gros challenge que devait relever le GCHQ -et que son partenaire français avait commencé à lui permettre de relever, à partir de mars 2009- était la possibilité de «*continuer à procéder à de la surveillance massive, en dépit du recours croissant à des systèmes de chiffrement en ligne, en cassant ce chiffrement (des télécommunications -NDLR)*.»

Il se trouve que, lorsque j'ai commencé à travailler avec WikiLeaks sur

les marchands d'armes de surveillance numérique, en 2011, il en était un qui n'arrêtait pas de parler de «*protocoles*», et qui se targuait même d'être capable de détecter les protocoles chiffrés, mais aussi d'être capable de les déchiffrer (si les forces de l'ordre lui en donnaient les clefs).

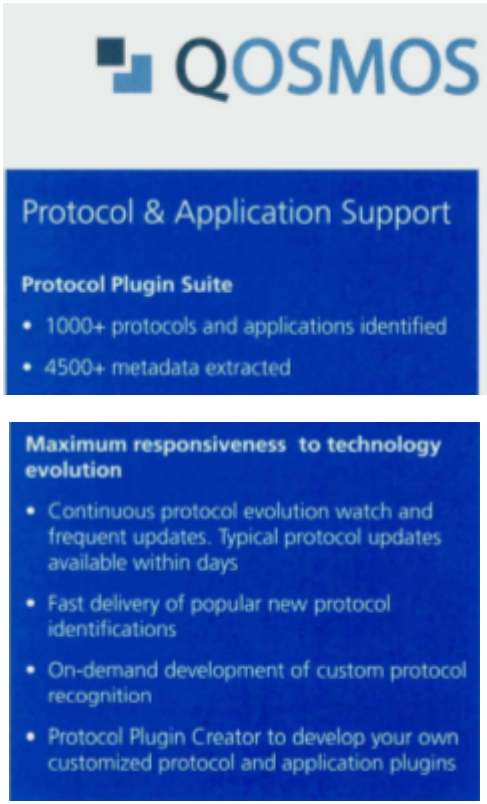
Et cette entreprise est française, et c'est même l'un des leaders mondiaux dans son domaine, le Deep Packet Inspection (ou inspection des paquets en profondeur), une technologie qui permet d'examiner les paquets de données qui circulent sur Internet afin d'en tirer des statistiques, de filtrer voire détecter les paquets à proscrire (spam, P2P, tentatives de piratage, etc.), voire de procéder à de la censure ou de la surveillance de masse.

Qosmos, dans les plaquettes de présentation de ses produits, révélées par WikiLeaks, expliquait que le véritable challenge, en matière de DPI, c'était la «*mise à jour en continu des protocoles et des applications*», dans la mesure où les protocoles de communication utilisés par les logiciels pour communiquer évoluent régulièrement.

Qosmos explique ainsi être capable d'analyser plus de 1000 protocoles différents, et d'extraire plus de 4500 types de métadonnées (plus de 150 pour Google, plus de 50 pour Facebook, etc.).

Il présente son moteur comme le "*leader dans le marché du DPI et de l'extraction de métadonnées*", qui va au-delà des technologies DPI traditionnelles en étant capable d'"*identifier les applications cachées derrière la majeure partie des flux chiffrés en utilisant des techniques avancées d'analyse statistique, de prédiction de session et d'inspection des certificats*"... pile poil ce que cherchait le GCHQ.

Dans un livre blanc consacré à "*La cybersécurité à l'échelle d'un gouvernement*", Qosmos expliquait ainsi être capable de fournir aux forces de l'ordre en charge de la surveillance des télécommunications une solution capable d'identifier une cible utilisant plusieurs identités et d'intercepter toutes ses télécommunications IP (Internet Protocol), qu'il s'agisse de webmail (Gmail, Hotmail, etc.) messagerie instantanée

(Skype, Google Talk, etc.) jeux en réseau (World of Warcraft), application web (Dailymotion, Google, eBay, Google Earth, Wikipedia, YouTube, etc.). A partir de cette interception, Qosmos se vantait également d'être capable d'extraire les n° de téléphone, durées d'appel, login, mots de passe, destinataire des emails, pièces attachées, listes de contact, etc.

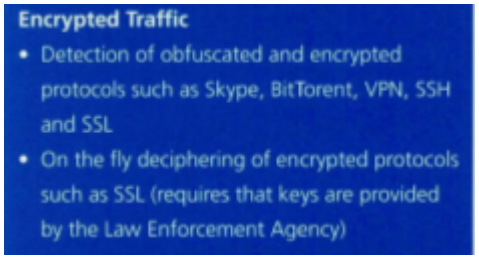
Dans ses plaquettes, Qosmos explique que son métier est de se focaliser sur la détection et la reconnaissance des protocoles, et le développement de programmes permettant d'en suivre les évolutions, de sorte de permettre aux agents des forces de l'ordre et des services de renseignement chargés des centres de surveillance des télécommunications de se focaliser sur leur propre métier : le renseignement.

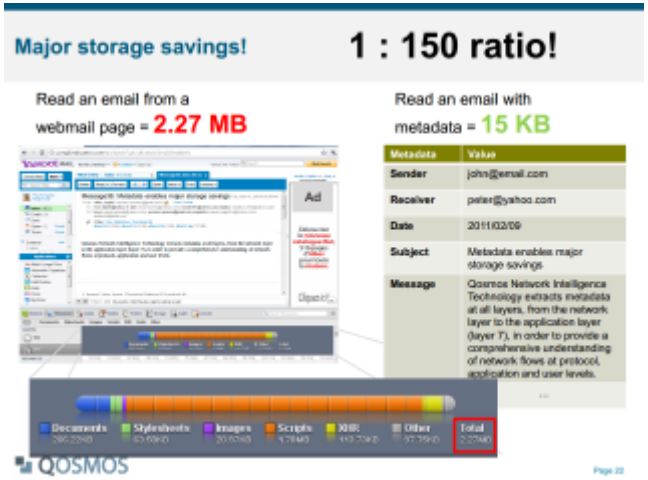
Dit autrement : quand MSN, Gmail, Yahoo ou Skype mettent à jour les protocoles de communication qui permettent à leur utilisateurs de communiquer, Qosmos met à jour ses programmes de reconnaissance et de détection de sorte de permettre à la surveillance des télécommunications de continuer sans interruption.

Cette reconnaissance des protocoles lui permet aussi de se focaliser sur le traitement des métadonnées. Et je profite de l'occasion pour te remercier, Edward : avant tes révélations, personne ou presque n'avait entendu parler de l'importance des méta-données. Depuis, nombreux sont ceux qui ont compris pourquoi la surveillance des méta-données constituaient l'un des coeurs de métier de la NSA et du GCHQ.

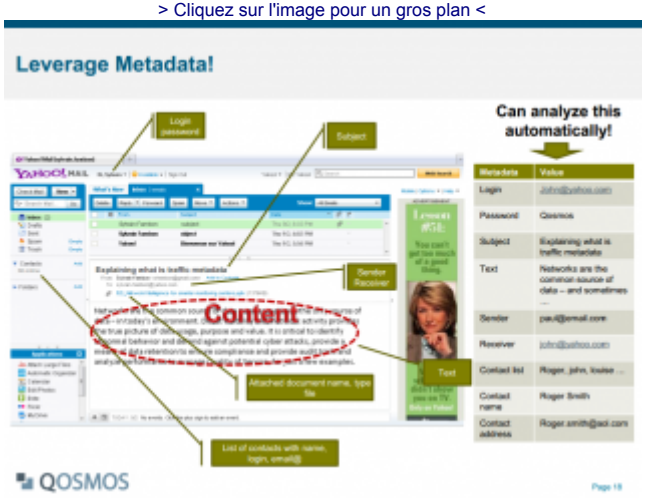
Pour le coup, Qosmos nous en fournit de très belles illustrations, expliquant comment son système permet de convertir une page webmail de 2.27 MB en seulement 15 KB de méta-données, de quoi considérablement alléger la puissance de calcul des serveurs chargés d'analyser les milliards de données interceptées par les "*grandes oreilles*".

Ce raffinage des méta-données lui permet de pouvoir très rapidement



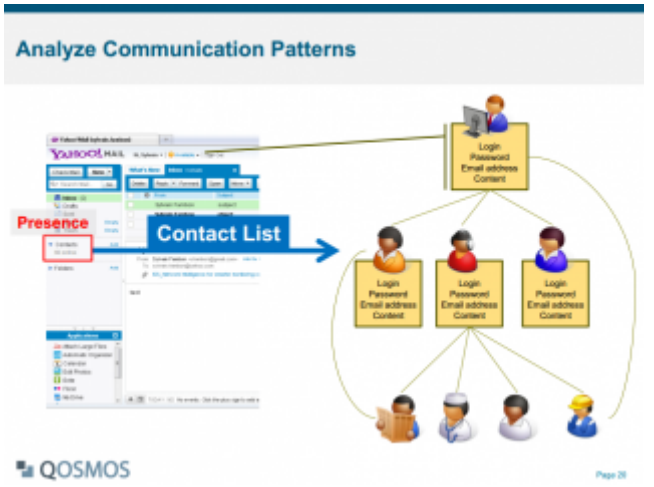

> Cliquez sur l'image pour un gros plan <




> Cliquez sur l'image pour un gros plan <

déterminer qui communique avec qui, quand, à quel sujet, de pouvoir extraire les identifiants et mots de passe, ainsi que les listes de contact des personnes impliquées, bref, ce que les journalistes ayant travaillé sur les documents que tu as décidé de rendre publics n'ont eu de cesse d'essayer de comprendre et d'expliquer.

Quand on fait de la surveillance de masse, et que l'on traite donc des milliards de données, le plus important, c'est l'analyse et l'extraction des méta-données, afin de pouvoir les raffiner, et de ne porter à la connaissance des analystes du renseignement que les seules communications susceptibles de les intéresser. Et ça, c'est précisément ce qui constitue le coeur de métier, et la valeur ajoutée, de Qosmos.




> Cliquez sur l'image pour un gros plan <

## "NOUS SOMMES EN TRAIN DE NÉGOCIER UN CONTRAT AVEC LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE"

Cher Edward, chers abonnés d'Orange, au-delà de cette étonnante proximité entre le coeur de métier de Qosmos, et ce sur quoi travaillaient le GCHQ et la DGSE avec la mystérieuse entreprise française "*non-identifiée*", permettez-moi de revenir, par ailleurs, sur les liens entre Qosmos et les services de renseignement.

Qosmos a commencé à faire parler d'elle avec une interview diffusée sur Reflets.info, en février 2011. Thibaut Bechetoille, son PDG, niait être impliqué dans des projets de surveillance massive d'Internet déployé dans des pays non démocratiques.

En septembre 2011, la lettre d'information spécialisée *Intelligence Online* relevait, dans un article intitulé "*Le FSI épaule les grandes oreilles*", que le Fonds stratégique d'investissement venait d'investir dans Qosmos, Ercom et Bull/Amesys, toutes trois prestataires des services de renseignement français en matière d'interception de télécommunications, afin d'"*éviter que le savoir-faire stratégique de ces trois groupes ne puisse un jour quitter le territoire*".

En novembre 2011, Bloomberg révélait que Qosmos faisait partie d'un consortium visant à équiper la Syrie de Bachar el-Assad d'un système d'interception des télécommunications, et qu'elle venait de décider de mettre un terme au projet, au vu de la répression sanglante qui commençait alors à cibler la population civile.

En 2012, je révélais que Qosmos avait aussi initialement contribué au développement du système Eagle d'interception massive de l'Internet développé par une autre firme française, i2E/Amesys, pour la Libye de Kadhafi, (voir "*Au pays de Candy - enquête sur les marchands d'arme de surveillance numérique*").

En août 2013, travaillant de nouveau avec WikiLeaks sur Qosmos, je découvrais par ailleurs qu'elle avait aussi conçu un système d'«*Interception for a whole country*» («*pour tout un pays*»), et que, si elle avait décidé d'arrêter de travailler avec des pays non-démocratiques, elle ne s'interdisait pas de «*vendre ses briques technologiques à des gouvernements démocratiques*».

Le 14 octobre, Reflets.info, décryptant ces mêmes documents rendus publics par WikiLeaks, expliquait que "*sur Internet, les applications communiquent par le biais de protocoles*", et que "*le coeur de métier de Qosmos est donc de reconnaître un maximum de protocoles*".

Le 28 octobre, *Le Monde* révélait que Qosmos travaillait depuis 2007 avec les services de renseignement français, dans le cadre d'un projet appelé "*Kairos*" -le "*moment opportun*" chez les Grecs de l'Antiquité.

Le 1er novembre 2013, le *Guardian* évoquait donc, pour la première fois, le mémo du GCHQ révélant qu'il travaillait avec une entreprise de télécommunications française "*non-identifiée*", partenaire stratégique de la DGSE dont l'"*approche innovante*" en matière de "*développement de protocoles*" lui permettrait de résoudre les "*challenges*" auxquelles l'alter ego britannique de la NSA était confrontée, notamment en matière surveillance massive de télécommunications chiffrées.

Le 21 novembre, James Dunne, ancien responsable de la documentation technique au sein du département R&D de Qosmos, devenu lanceur d'alerte après avoir fort mal vécu le fait de découvrir qu'il avait donc aussi travaillé pour les services de renseignement de Kadhafi et de Bachar el-Assad, réagissait à l'article du *Guardian* :

> "Ces informations révélées par The Guardian/Ed Snowden corroborent l'annonce faite en interne, devant l'ensemble du département R&D de l'entreprise Qosmos, spécialiste française du développement protocolaire, par son Vice-Président Communication Erik Larsson, au mois de mars 2012 : "*Nous*

*sommes en train de négocier actuellement un contrat avec le gouvernement Britannique.*"

Pour lui, pas de doute : "*le partenaire privé de la DGSE est l'entreprise française Qosmos*", le lanceur d'alerte précisant avoir "*assisté personnellement à cette réunion de mars 2012*", et être "*prêt à la raconter dans ses détails à la justice française.*"

(*MaJ*) En mai 2014, Reflets.info (le site qui a le plus enquêté sur Qosmos) publie en partenariat avec *Mediapart* une enquête révélant "*ce que Qosmos est capable de faire*" en s'appuyant notamment sur son "*Protobook*", le «*livre des protocoles*» surveillés (et mis à jour) par ses sondes, catalogue listant toutes les options d'interception proposées à ses clients.

En juin 2014, Bernard Bajolet, le directeur de la DGSE, signait une tribune fustigeant les "*allégations dans la presse selon lesquelles notre Service «espionnerait de façon excessive les Français sans aucun cadre légal» (qui) ont profondément choqué les agents de la DGSE qui sont soucieux du respect de la loi française et de l'état de droit*" :

"La DGSE, je le rappelle, ne procède à aucune interception des communications échangées sur le sol français, en dehors du cadre de la loi de 1991."

## LES "RADARS AUTOMATIQUES" DES "AUTOROUTES DE L'INFORMATION"

Début décembre 2014, j'étais à Londres, invité à intervenir à un symposium consacré à la surveillance massive des télécommunications. J'y retrouvais mon vieil ami Duncan Campbell, le journaliste d'investigation britannique qui, le premier, avait révélé l'étendue des systèmes de surveillance des télécommunications de la NSA et du GCHQ.

Au début, il refusa de tenir compte de mes doutes, persuadé qu'Orange/France Télécom était bien le partenaire de la DGSE et du GCHQ, comme l'avait écrit *Le Monde*, et comme l'avait repris la presse du monde entier.

Mais il changea d'avis lorsque je lui fis relire, en détail, l'article du *Guardian*, qui faisait explicitement mention de ce qui constitue précisément le coeur de métier -et la valeur ajoutée-

de Qosmos : l'info (et le lien manquant) figurait noir sur blanc dans cet article, mais personne -excepté James Dunne- n'y avait jusqu'alors réellement prêté attention...

Les révélations du *Monde* avaient été tellement fracassantes que nous n'avions tout simplement pas pris le temps de relire, à tête reposée, le tout premier article consacré à ce sujet, où transparaissait pourtant très clairement le fait que le profil du partenaire "*non identifié*" ne correspondait pas du tout aux métiers d'Orange/France Télécom, mais qu'a contrario il correspondait trait pour trait à celui de Qosmos.

En résumé -et pour simplifier-, Orange/FT s'occupe d'entretenir des "*autoroutes de l'information*". Qosmos, de son côté, fournit des "*radars automatiques*" flashant les auteurs présumés de tels ou tels crimes ou délits. Or, ce qui intéresse un service de renseignement, c'est précisément le fait de pouvoir identifier les "*suspects*", pas de connaître l'intégralité des gens ayant communiqué sur lesdites "*autoroutes de l'information*"...

## LE MONDE, "EXÉGÈTE DE MAUVAISE FOI"

Le 18 décembre, la Délégation parlementaire au renseignement (DPR) rendait public son rapport annuel, et revenait sur ces accusations de surveillance massive des télécommunications des Français et plus particulièrement sur "*la multiplication d'articles consacrés à ce sujet sur quelques sites internet par des exégètes de mauvaise foi (qui) l'ont affirmé sans aucune précaution*" :

> "Une fois de plus, le terreau existait pour que le soupçon puisse tenir lieu de raisonnement. Pour l'opinion, l'action des services se résume pour l'essentiel à des pratiques condamnables. Elle est prompte à y déceler l'origine de complots obscurs, d'actions illégales et les manipulations feutrées. Il faut donc lui opposer une analyse dépassionnée des faits et du droit."

A ce titre, la DPR commence par rappeler "*la différence d'action de la NSA et de la DGSE : là où la NSA intercepte et stocke massivement les flux de communication puis sollicite des autorisations pour exploiter les informations conservées, la DGSE sollicite des autorisations de collecte extrêmement précises et ciblées sur des zones de crise ou de menace".*

Dans un chapitre consacré aux informations parues dans la presse, la DPR explique avoir "*souhaité rétablir la véracité des faits relatés grâce aux informations portées à sa*

*connaissance dans le cadre des auditions conduites et des documents consultés*", afin de "*contribuer à la culture du renseignement de nos concitoyens, une culture si possible fondée sur des éléments véridiques*". Concernant les "*révélations*" du *Monde* sur Orange, la DPR est formelle :

> "La Délégation parlementaire au renseignement ne peut corroborer aucune de ces allégations. En effet, aucun cadre législatif n'autorise pareille collecte. Par conséquent, aucune entreprise n'est tenue de répondre à d'éventuelles demandes et aucune n'y a d'ailleurs intérêt. De surcroît, comme cela a déjà été indiqué, il est vain de chercher à comparer l'action de la NSA à celle de la DGSE pour des raisons légales, organisationnelles, budgétaires et philosophiques."

## IL N'Y AURAIT PAS DE SURVEILLANCE MASSIVE EN FRANCE ?

Cher Edward, chers abonnés d'Orange, vous n'êtes bien évidemment pas obligés de croire sur parole ce qu'ont écrit James Dunne, le directeur de la DGSE, les parlementaires de la DPR. Sachez, cela dit, que je n'ai pas à ce jour d'éléments me permettant de penser que ce qu'ils ont écrit serait biaisé, erroné voire fallacieux.

A contrario, j'espère vous avoir exposé suffisamment de documents et d'arguments mettant en doute le fait que le partenaire "*non identifié*" serait Orange/France Telecom d'une part, et laissant entendre d'autre part ce pourquoi il semble bien plus logique qu'il s'agisse de Qosmos.

Je ne comprends toujours pas ce pourquoi, le 20 mars 2014, *Le Monde* préféra "*révéler*" que le partenaire stratégique de la DGSE et du GCHQ était France Télécom/Orange, laissant dès lors entendre que ce partenariat visait à mettre les Français sous surveillance, sans aucune preuve ni élément factuel permettant de le vérifier.

*Le Monde* basait ses révélations sur les seules "*liaisons incestueuses*" entre la DGSE et France Telecom, le fait que plusieurs de leurs responsables étaient à la fois polytechniciens et ingénieurs des télécommunications.

Dans mon article, j'avais de fait raconté comment, en 1940, plusieurs polytechniciens "*camouflèrent*" les agents de l'ancêtre des "*grandes oreilles*" de la DGSE en les faisant passer

pour des employés des PTT, histoire de les protéger, et de Vichy, et des nazis, et de leur permettre de travailler pour la Résistance et Londres.

Mais je ne comprends toujours pas pourquoi l'article du *Monde* ne se focalisait que sur les seuls clients français d'Orange, sans évoquer le fait qu'Orange est aussi présent en Libye, au Mali ou en République Centrafricaine (où sont déployés plusieurs milliers de soldats français), sans non plus évoquer le fait qu'Orange contrôle 20% des 800 000 kilomètres de câbles sous-marins actuellement en service...

Blogueur au *Monde*, qui m'avait précisément demandé de consacrer un blog, Bug Brother, à la société de surveillance, cette contre-enquête est la quatrième que je consacre à des "*Une*" du *Monde* signées du même journaliste, Jacques Follorou. J'étais ainsi préalablement parvenu à la conclusion que, contrairement à ce qu'il avait écrit, la DGSE n'espionne pas systématiquement la totalité de nos communications (elle peut certes intercepter n'importe laquelle, mais ça ne veut pas dire qu'elle les espionne toutes), et que la NSA n'a pas espionné 70 millions de communications téléphoniques de Français (il s'agissait de 70M de méta-données interceptées par la DGSE à l'étranger, et partagées avec la NSA).

J'avais bien évidemment alerté la rédaction en chef du *Monde*, qui n'avait pas tenu compte de mes alertes (ni d'ailleurs remis en cause mes contre-enquêtes).

En tout état de cause, si le partenaire "*non identifié*" est bien Qosmos, cela signifie donc aussi que la France ne procède pas à de la surveillance massive des télécommunications des Français -ce qui serait illégal, au demeurant.

Dès lors, cher Edward, il serait donc aussi biaisé voire erroné de déclarer, comme tu l'as fait, que «*la surveillance de masse a lieu dans tous les pays qui ont les moyens d'avoir des agences modernes de renseignement électromagnétiques*».

Les USA font de la surveillance massive (tu nous l'as démontré), tout comme ils procèdent à des assassinats ciblés au moyen de drones, afin d'éviter d'avoir à déporter à Guantanamo les terroristes présumés qu'ils ont identifiés, et d'être amenés à les torturer.

Ce que je veux dire, cher Edward, c'est que ces pratiques s'apparentent plus à ce qui se passe dans des dictatures qu'à ce qui se passe dans les démocraties dignes de ce nom, et que ce n'est pas parce que les États-Unis (voire, pour ce qui est de la "*surveillance massive*" de l'Internet, le Royaume-Uni) se permettraient de violer de la sorte les droits de l'homme, que "*tous les pays*" feraient de même...

Sachez, par ailleurs, que la DGSE emploie entre 5 161 et 6 000 équivalent temps plein ("*service Action inclus*", dixit la DPR), dont moins de la moitié travaille pour sa Direction Technique (DT), en charge notamment de la surveillance des télécommunications -à comparer aux 30 à 40 000 employés de la NSA, et aux 6 132 agents du GCHQ (en 2011/2012).

Enfin, le budget de la NSA (environ 10.8 milliards de dollars -dixit la DPR) est sans commune mesure avec celui de la DGSE : après avoir augmenté de plus de 50% sur la période 2009-2013, il était de 632 M€ en 2012 -sachant par ailleurs que la surveillance des télécommunications n'est que l'une des missions de la DGSE, la CIA, qui remplit aussi les mêmes missions, disposant de son côté d'un budget de 15 Md$.

Reste donc cela dit à savoir ce que fait exactement Qosmos avec le GCHQ... et la DGSE.

Cher Edward, chers abonnés d'Orange/France Télécom, j'espère avoir réussi à vous montrer que la probabilité que la DGSE ait laissé le GCHQ faire de la surveillance massive à l'encontre des Français me semble d'autant plus absurde que la probabilité que QOSMOS travaille avec la DGSE et le GCHQ est, a contrario, plus que particulièrement élevée -et, somme toute, bien plus logique.

Allez, joyeux Noël, et bonne année !

**Mots-clés :** Follorou, Le Monde, Orange, Qosmos, Snowden